

JEUNESSE ET AGRICULTURE: deux mondes irréconciliables ?



Photo: ferme de Frolofont

René Mendoza Vidaurre¹
et Hélène Capocci²

¹ Docteur en études du développement, chercheur associé d'IOB-Université d'Anvers (Belgique). Collaborateur du CETRI et membre de la coopérative COSERPROSS RL. Contact: rmv-vidaurre@gmail.com. Cette analyse est basée notamment sur l'article original « Pueden los j  venes volver a enamorarse del campo?».

² Chargée de recherches et de plaidoyer    Entraide & Fraternité

Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
CULTURE.BE

Septembre 2017



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Le secteur agricole fait aujourd'hui face à de nombreux défis: s'adapter aux changements climatiques, être productif et rentable tout en respectant les limites écologiques de la planète, résister aux menaces d'attribution de la terre à d'autres fins que nourricière, pour n'en citer que quelques-uns. À cela s'ajoute une autre question majeure: comment faire en sorte que les jeunes poursuivent, ou même dans certains cas, s'investissent à nouveau dans le travail de la terre? En effet, en Belgique comme ailleurs, ce métier millénaire et vital se voit progressivement déserté, en particulier par la jeunesse. Se basant sur des expériences issues de différentes régions du monde - Amérique centrale, les Grands Lacs, et l'Europe - cette analyse met en lumière la dimension mondiale de cette situation préoccupante. Elle pointe toutefois les germes de réenchantement semés ici et là afin d'assurer la relève des générations actives dans l'agriculture familiale³.

› L'agriculture familiale face à un changement de cap

« Notre problème, c'est que nos enfants ne veulent rien savoir de l'agriculture. Souvent, dans une famille de 7 personnes, seules 2 travaillent, Papa et Maman ».

« Quand ils étaient petits, les enfants nous aidaient dans notre travail. Maintenant qu'ils sont plus grands, leurs études terminées, ils reviennent chez nous et font des calculs au sujet de nos cultures; ils nous disent que semer du maïs et des haricots n'est pas rentable et qu'il vaut mieux vendre nos terres ».

Ces propos tenus par deux membres du réseau COMAL de Honduras (réseau pour la Commercialisation Communautaire Alternative), nous les entendons dans tous les pays d'Amérique latine. Or, si ce phénomène s'accroît, il risque de mettre en péril l'approvisionnement alimentaire sur le plan mondial. L'alimentation dépend en effet, dans une large mesure, de l'agriculture familiale, qui selon la FAO, représente plus de 80% du total des unités de production dans le monde. Selon A. Tchayanov⁴, cette économie paysanne est organisée de manière telle qu'elle dépend du travail des familles pour satisfaire ses propres besoins. S'il en est ainsi, **le désamour croissant des**

jeunes à l'égard du travail agricole entraînera le vieillissement de l'économie paysanne et l'augmentation de l'exode rural.

Comme en Honduras, la considération de l'agriculture en RDC s'est largement dégradée au cours des dernières décennies et les jeunes se rattachent à cette vision négative. L'agriculture paysanne est aujourd'hui synonyme de pauvreté et ne bénéficie pas d'une reconnaissance sociale positive en raison de son caractère instable et peu rémunérateur⁵.

En Belgique, durant la période comprise entre 2007 et 2010, lorsque 10 agriculteurs mettaient la clef sous la porte, seulement 2 jeunes reprenaient une activité agricole. Ces chiffres sont représentatifs d'une tendance plus large: entre 1980 et 2010, le nombre de fermes belges a chuté de 63%. En conséquence, 90% des agriculteurs belges ont aujourd'hui plus de 40 ans⁶.

³ Plusieurs extraits de témoignages d'agriculteurs sont exposés dans cette analyse. Les témoignages d'Amérique latine ont été récoltés par René Mendoza Vidaurre. Les citations d'agriculteurs belges proviennent tantôt du mémoire de fin d'étude de Fanny Biot, (2014), *Agriculteurs et circuits courts en Belgique*, Université de Louvain; tantôt d'interviews réalisées par H. Capocci à la Petite Foire de l'Agriculture paysanne de Semel le 29/07/2017. Les témoignages de RDC ont été récoltés par H. Capocci lors d'un voyage sur le terrain au Sud-Kivu en mai 2017.

⁴ A. Tchayanov, 1925, *L'Organisation de l'économie paysanne*.

⁵ Lebaillly P., Michel B., Ntoto R., « Quel développement agricole pour la RDC? », in: S. Marysse et J. Omasombo Tshonda (dir.), *Conjonctures congolaises 2014. Politiques, territoires et ressources naturelles: changements et continuités*, 2015, Cahiers africains, Paris: Editions L'Harmattan, p. 45-53.

⁶ « Etat de la question: l'agriculture belge, bilan et perspective », Boikete P, IEV, décembre 2012.

► Raisons du « désamour »

Plusieurs conditions structurelles, autant économiques que culturelles, ont conduit à ce désamour.

• La jeune génération face à des défis nouveaux

La première raison concerne la différence de perspectives entre les générations. En effet, on observe en Europe que les générations nées après la seconde guerre mondiale ont été aidées par des politiques publiques de redistribution, alors qu'aujourd'hui, on parle de jeunes **'nini': des jeunes ni étudiants ni au travail. Ils représentent la première génération de jeunes qui n'arrivent pas à gérer des acquis semblables à ceux de leurs parents** au début de leur carrière et qui se demandent plutôt comment leurs parents ont fait pour progresser professionnellement⁷.

Dans les zones rurales d'Amérique latine, il y a quelques années encore, les parents d'aujourd'hui recevaient l'héritage de leurs propres parents. Ils étendaient ensuite leur domaine dans les montagnes afin de le léguer à leurs enfants et pour que ceux-ci puissent à leur tour en faire bénéficier leurs propres enfants. **Le patrimoine était alors le point de départ de toute nouvelle génération.** Aujourd'hui en revanche, d'une part, les parents n'arrivent plus à agrandir leur domaine car les limites naturelles disponibles ont été atteintes, et ils n'ont pas eu non plus l'occasion de transmettre la culture agricole à leurs enfants parce que ceux-ci ont consacré leur enfance, leur adolescence et une partie de leur jeunesse aux études. Et d'autre part, le nombre de jeunes qui ne trouvent pas d'emploi dans leur spécialisation professionnelle, et qui ne sont pas non plus attirés par l'agriculture, ne cesse de croître.

En Belgique, la question du patrimoine et de l'investissement financier pose aussi problème pour les jeunes. Une des raisons principales est la **tendance actuelle**

d'agrandissement des exploitations dont la taille moyenne est d'environ 50 ha, alors qu'elle était de 20 ha il y a 25 ans⁸. Cette croissance exponentielle réclame donc un capital d'investissement souvent inaccessible aux jeunes agriculteurs, surtout lorsque les prix obtenus pour la production ne sont plus assez rémunérateurs, ou extrêmement volatils. Par ailleurs, l'accès à la terre est un problème majeur qui freine l'installation de nouveaux producteurs. En effet, 80% des jeunes agriculteurs belges (contre 60% des Européens) énoncent le **problème de la disponibilité des terres à acheter ou même à louer** comme un des enjeux principaux concernant l'agriculture. En raison de la pression sur les terres en Wallonie⁹, le prix d'un hectare varie entre 20 000 et 50 000€¹⁰. Mais encore, selon la FUGEA¹¹, la spéculation agricole peut faire exploser les plafonds des prix, susceptibles de monter jusqu'à 60 000€ voire 70 000€/ha dans le Brabant wallon¹².

• L'agriculture évaluée selon les critères du marché

Dans les pays du Sud, la deuxième raison de ce désamour concerne l'horizon ouvert par l'éducation suivie par les jeunes. De retour chez leurs parents, ils font le **calcul du coût économique de l'exploitation et concluent que la culture de leurs parents n'est pas rentable.** Cependant, cette façon de concevoir l'agriculture est contraire à la vision de l'économie paysanne des parents.

⁷ Bauman Z., 2014, *Les riches font-ils le bonheur de tous ?*, Paris: Armand Colin.

⁸ « Les jeunes exploitants inquiets: l'avenir même de l'agriculture est en péril », article du Soir, 22/07/2015, disponible en ligne.

⁹ Pression sur les terres notamment due à l'urbanisation, la construction de centres de loisirs, de zonings industriels, terres dévolues aux énergies renouvelables ou aux agrocarburants. Pour plus d'infos, voir l'analyse de Juliette Villez « L'accès à la terre en Wallonie », novembre 2015, disponible sur https://www.entraide.be/IMG/pdf/acces_a_la_terre_walonie_web.pdf

¹⁰ « La flambée des prix de la terre consume les jeunes agriculteurs », article du Vif, 25/07/2015, disponible en ligne.

¹¹ Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA) est un syndicat agricole et un mouvement paysans.

¹² « Trouver une terre? La galère » article de La Libre, 08/02/2012, disponible en ligne.

Les jeunes perçoivent l'activité agricole comme une marchandise, potentiellement calculable par une analyse «cout-bénéfice». Ce point de vue ignore le système de production agricole dans sa globalité, sans faire cas de son importance en termes de cohésion sociale, contribution à l'alimentation de la famille, etc. De telles suppositions vont de pair avec une **perspective de grande entreprise** qui conçoit l'agriculture en termes de monoculture, et où accent mis sur le volume produit dépendant de la technologie intensive et mécanisée, et l'optimisation des bénéfices financiers.

Cette perception de l'agriculture fait écho à celle défendue par les autorités congolaises, ayant pour la plupart suivi un cursus d'éducation supérieure. Actuellement, celles-ci envisagent le soutien au secteur agricole par la construction de 20 parcs agro-industriels (PAI) à travers le pays. «Leur vision de l'agriculture est celle de la mécanisation, de la concentration des terres dans les concessions étendues, de la promotion de technologies agro-industrielles à l'échelle des grandes sociétés commerciales, voire même du retour aux monocultures des plantations¹³». Selon cette vision, l'agriculture paysanne ne fait pas le poids sur les marchés internationaux. Le modèle culturel dominant incite la nouvelle génération à «voir les choses en grand» en refaçonant le secteur agricole afin d'attirer des investisseurs, nationaux comme étrangers, et ce, en défaveur du modèle de l'agriculture paysanne.

En Europe, «la folie des grandeurs» est aussi encouragée. Comme vu précédemment, la tendance est à l'agrandissement des exploitations car le système en place favorise les grandes structures au détriment des petites, obligeant celles-ci à disparaître au fur et à mesure. Le marché est aujourd'hui celui qui dicte les règles de conduite du secteur agricole. Les réformes de la PAC reflètent bien l'évolution du sort réservé à l'agriculture¹⁴. En effet, on

remarque un changement de vision de la PAC initialement conçue dans les années 1960 comme un *outil de soutien à l'agriculture européenne et de régulation des marchés* (booster la production, soutenir et moderniser l'agriculture et offrir une sécurité aux producteurs via des prix garantis), à la conception de la PAC comme *outil de libéralisation, au service du marché*. La chute libre du nombre d'agriculteurs en Europe est une des conséquences directes de cette dérégulation.

• Décalage culturel entre générations et défis de la transmission

La troisième condition qui tend à éloigner les jeunes du monde agricole concerne le fossé culturel toujours plus grand entre parents et enfants. Là encore, des différences entre continents existent. En Amérique latine, les enfants sont partagés entre l'attachement envers leurs parents et la conviction qui les mène à dire «*je n'ai pas étudié pour revenir vivre dans les montagnes*». Les parents, en revanche, se sentent impuissants car ils n'arrivent pas à expliquer leur conception de «rentabilité agricole», qui dépasse la question des revenus et associe les systèmes de production à la vie sociale et économique. Une certaine frustration naît chez les parents de ne pas être en mesure d'accompagner leurs enfants vers leur avenir. Cette difficulté est aggravée par leur méconnaissance de la technologie numérique dans laquelle baignent les jeunes.

En RDC, certains parents reprochent même à l'éducation moderne d'être une source de malheur pour la survie du sec-

¹³ Van Hoof F. (2011), cité par Lebaillly P. et al. op. cit.

¹⁴ Voir l'analyse de Daniel Van Der Steen «La PAC: histoire de la construction et du démantèlement des instruments d'appui à l'agriculture familiale», juin 2017, disponible sur: https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_pac.pdf

teur agricole paysan: « Avec ce que nous gagnons de nos champs, nous avons payé les frais scolaires pour ces mêmes garçons qui disent maintenant que le travail des champs leur fait peur. L'éducation les rend corrompus. Ces jours, vos propres enfants vous volent¹⁵ ». Suite à l'éducation reçue, les jeunes remettent plus facilement en question les sacrifices à consentir pour être agriculteur. Le travail assidu de la terre rend par exemple impossible la perspective de trouver un emploi ailleurs ou de fréquenter l'université. Or, ces possibilités n'étaient tout simplement pas envisageables pour la génération de leurs parents.

En Europe, la transmission de l'exploitation aux jeunes est une question centrale qui soulève beaucoup d'inquiétude. « **Vais-je pouvoir vivre de mon métier ?** » est une question peut-être surprenante, mais que beaucoup de jeunes agriculteurs se posent avant de se lancer dans la reprise d'une exploitation en raison des nombreux freins économiques existants: prix de la production insuffisants et volatils, locations ou achat de terrain à des prix dissuasifs, important capital d'investissement nécessaire, baisse des aides compensatoires, prêts importants à contracter pour la reprise et les larges frais d'investissement durant les premières années¹⁶.

« J'ai de la chance car on est sur la même longueur d'onde avec mes parents, ils sont très ouverts. Mais ils ont quand même eu des difficultés à comprendre pourquoi je voulais diversifier les modes de commercialisation. Ils ont toujours été habitués à l'industrie alors que moi je voulais développer la vente directe. Ils ne comprenaient pas pourquoi je voulais me compliquer la vie mais moi c'est ce qui me motive, le contact avec les gens. Je ne fais pas confiance à l'industrie agroalimentaire ».

Ludovic, 21 ans, fromager wallon



Exemple de diversification avec un moulin à farine de manioc en RDC

Ensuite, si la reprise s'effectue lorsque les parents sont encore en âge de travailler sur l'exploitation, il est nécessaire de composer avec les possibles divergences de points de vue entre les générations à propos de l'organisation de la ferme. Par exemple, développer de nouveaux modes de commercialisation ou entamer une transition d'une filière conventionnelle vers de l'agriculture raisonnée ou du bio peuvent constituer des points d'achoppement. Aujourd'hui, **pour s'assurer une certaine sécurité, il est fortement conseillé aux jeunes de diversifier leur activité.** Cela peut signifier, comme mentionné plus haut, développer des circuits de vente directe ou opter pour un autre mode de production, le bio permettant d'obtenir des prix plus élevés pour les produits. Mais cela peut aussi équivaloir à associer différents types de cultures (ne pas se limiter aux grandes cultures comme les céréales ou les betteraves mais convertir des parcelles pour le fourrage, l'élevage ou même le maraîchage). D'autres possibilités de diversification consistent à réaliser la transformation de certains produits sur place (confection de fromages, etc.), convertir une partie ou une dépendance de la ferme en gîte rural, prévoir l'accueil de groupes dans le cadre d'une ferme pédagogique. En définitive, vu le contexte

¹⁵ Lwambo D., « Avant la guerre j'étais un homme: hommes et masculinités dans l'Est de la RD Congo », étude réalisée à l'initiative de Heal Africa, Goma, 2011.

¹⁶ « L'agriculture, une histoire de famille. Actions des organisations agricoles pour la défense de l'agriculture familiale », UAW-CSA, 2015 et R. Gaté, L. Latruffe, « Difficultés rencontrées lors de la transmission d'exploitations agricoles. Le cas de la Bretagne », in *Revue d'économie rurale*, n° 351/1, 2016, p. 5-24.

culture familiale, les jeunes doivent se montrer prudents et sont contraints d'organiser leur ferme selon l'expression «mieux vaut ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier». Or, cette diversification des activités agricoles n'était pas nécessaire à l'époque des générations précédentes.

• Quel rôle pour les organisations rurales?

Dans ce cadre, les **organisations rurales** ont un rôle à jouer, bien qu'il soit différencié entre le Nord et le Sud. Dans le monde rural des pays du Sud, il est fréquent que les paysans s'organisent et se rencontrent au sein d'associations, de magasins paysans, de caisses d'épargne et de coopératives dont les membres ont en moyenne une cinquantaine d'années. Ces organisations paysannes sont essentielles pour les paysans isolés afin de partager les infrastructures et outils, fixer les prix collectivement afin qu'ils soient rémunérateurs, assurer la commercialisation, etc. Or, les membres des organisations vieillissent et ne s'ouvrent pas suffisamment aux jeunes. Aussi, il arrive que l'implication dans une organisation paysanne demande un investissement important qui empiète in fine sur la vie de famille des membres à responsabilité. Une mère, après s'être consacrée pendant 8 ans à une organisation en Amérique centrale témoigne: «Si j'avais continué dans mes fonctions de leader, je perdais mon fils car il filait déjà un mauvais coton». Cet aspect doit également être pris en compte lorsque l'on traite de l'amélioration des conditions de vie des familles suite à l'adhésion à une organisation paysanne.

« Mon activité serait moins rentable sans l'apport des circuits courts, et je n'aurais pas la motivation à travailler. [...] J'ai besoin de ça, je trouve que c'est une reconnaissance de notre travail. [...] C'est une charge parce qu'il faut tout le temps être là, mais je ne voudrais pas abandonner ».

Elisabeth, agricultrice wallonne

Il est vrai que des organisations paysannes du Sud sont toujours plus sollicitées: «Les gouvernements tentent de faire taire les organisations au travers de nouveaux impôts sur les associations et ONG, ou via des mesures de répression. Les entreprises en font leurs intermédiaires pour la commercialisation des produits et les organismes internationaux divers leur réclament toujours plus de travail administratif pour justifier les financements des projets ».

En Europe, le regroupement des agriculteurs se fait surtout via les **syndicats agricoles**. Ils constituent un lieu de sociabilité et se montrent bénéfiques en termes de partage d'expérience et de rupture avec l'isolement propre à l'activité agricole. Toutefois, le nombre d'affiliés tend à diminuer. Ce phénomène est dû au manque de temps en raison des multiples tâches à réaliser sur leur exploitation, ou à la déception des attentes des membres quant aux retombées des actions collectives¹⁷.

Cependant, un parallèle pourrait être dressé entre les organisations paysannes du Sud et les **initiatives de vente directe au Nord**¹⁸ (vente à la ferme, marchés de producteurs, livraison de paniers, groupes d'achats communs, etc.), toutes deux soumises à des pressions extérieures. Les circuits courts sont parfois vus comme des «**bouées de sauvetage**» pour les agriculteurs qui, sous l'effet de la concurrence du marché et la multiplication d'intermédiaires entre producteur et consommateur, ne parviennent plus à obtenir des prix rémunérateurs. Malgré cela, ces initiatives de soutien à l'agriculture locale (et parfois biologique) comportent également des contraintes: aspect

¹⁷ Le Guen R., "L'engagement professionnel agricole, entre militantisme et services", *Pour*, vol. 196-197, n°1, 2008, p. 114-130, disponible sur: <https://www.cairn.info/revue-pour-2008-1-page-114.htm>

¹⁸ Voir l'analyse d'Hélène Capocci, «Des circuits courts pour changer le monde?», novembre 2014, disponible sur: https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_circuits_courts.pdf

administratif dissuasif; normes d'hygiène à respecter; disponibilité les week-end; main d'œuvre supplémentaire pour la logistique, la vente, la présentation, le packaging des produits, etc. Or, les jeunes qui veulent reprendre une exploitation familiale ont de moins en moins le choix quant à ces contraintes supplémentaires: la diversification et le développement de circuits courts sont présentés comme des solutions pour s'en sortir¹⁹.

«Sans les circuits courts, on ne serait plus là. Ou il aurait fallu trouver une autre solution, comme travailler à l'extérieur. Mais je ne me vois pas faire autre chose. Je ne me vois pas me lever le matin et aller au bureau».

Luc, agriculteur wallon

On remarque donc que les deux types de soutien à l'agriculture familiale, via les organisations rurales au Sud (solidarité entre paysans), et via les initiatives de commercialisation alternatives au Nord (solidarité des consommateurs envers les producteurs) font face à des enjeux communs: volonté de pérenniser l'activité agricole par des dynamiques collectives qui, bien qu'elles réclament un investissement considérable et des sacrifices, contribuent également à donner du sens au travail agricole en période difficile.

Spécificité de l'agriculture paysanne

Afin de mieux cerner l'agriculture paysanne, prenons l'exemple concret de l'agriculture paysanne en Amérique centrale. Dans cette région, l'alimentation est principalement basée sur deux ingrédients: le maïs et les haricots. Selon les calculs de la «rationalité économique», l'agriculture orientée vers ces deux aliments n'est pas rentable, donc vouée à disparaître. Mais quand on adresse cette question aux familles paysannes, elles nous expliquent: «Nous semons du maïs, des haricots, de

la chicorée... parce que nos parents nous ont appris que c'est ainsi que nous pouvons alimenter nos familles, le but n'est pas de devenir riches» ou «Les protéines du maïs que l'on vient de récolter n'ont strictement rien à voir avec ce maïs anémique qui a été importé» ou encore «En semant du maïs, nous mangeons *tamales, montucas, atol, elotes, chilotes, riguas, wirila*²⁰. Pourrions-nous nous délecter de tout cela si nous cessions de planter le maïs? Grâce aux haricots, nous mangeons un plat appelé *bichuela* (haricot en gousse), de la soupe de fèves, *frijol* en bala...».

Nous comprenons ainsi que le maïs ne sert pas uniquement à la fabrication des tortillas et que les haricots ne se cuisinent pas d'une seule façon. Ils constituent les éléments essentiels de la cuisine d'Amérique centrale. Ensuite, les récoltes qui ne sont pas consommées par la famille sont vendues afin de satisfaire les autres besoins en nourriture, mais aussi en frais scolaires, médicaux, etc.

«Dès que nous avons le maïs et les haricots, nous nous sentons soulagés»

Et la rentabilité dans tout ça? «Si je ne sème pas de maïs, je devrais acheter des tortillas pour nous nourrir; nous sommes 6 à la maison et j'ai besoin de 30 tortillas par repas. Si je sème le maïs, nous mangeons 20 tortillas parce que celles que nous faisons sont bien épaisses».

¹⁹ Biot F., *Agriculteurs et circuits courts en Belgique, mémoire de fin d'étude, promoteur: Etienne Verhaegen, Université de Louvain-la-Neuve, année académique 2013-2014.*

²⁰ *Plats traditionnels d'Amérique centrale à base de maïs.*

De plus, le maïs semé ne sert pas uniquement à nourrir la famille, il est utilisé également pour les semences, la nourriture des poules et des porcs dont les œufs et la viande sont eux aussi à intégrer dans le calcul puisqu'ils sont consommés par la famille. Si les familles paysannes devaient se lancer dans les savants « calculs de rentabilité », en ne semant pas de maïs, les familles devraient s'endetter, vendre leurs terres et turbiner pour acheter du maïs, parfois au double du prix lors des périodes de pénurie « Ils disent que ce n'est pas rentable, mais ça l'est bel et bien ! ».

Ces témoignages ancrés dans la réalité du milieu rural d'Amérique centrale nous montrent que la rationalité de l'agriculture paysanne ne peut pas être réduite à une logique de rentabilité économique qui n'offre qu'une vision bien trop partielle de la réalité. **L'approche de l'agriculture paysanne est multidimensionnelle et systémique:** l'agriculture est avant tout nourricière pour la famille, et ce en cohérence avec la tradition culinaire de la population. Elle assure une qualité nutritionnelle en alliant agriculture et élevage. Elle permet des rentrées économiques grâce à la vente des surplus tout en comportant une dimension sociale et culturelle forte. Ajoutons qu'elle s'exerce généralement en adéquation avec l'environnement. Or, ces différents paramètres font défaut dans un calcul exclusivement axé sur la rentabilité d'une exploitation, qui recherche principalement la génération de profits.

En RDC, les associations actives dans le secteur agricole font face au même défi lancé par la jeunesse: celui de la mise à l'épreuve de la rentabilité de l'activité agricole. Comme nous l'explique Patient Bagenda du Comité Anti-Bwaki (CAB), partenaire d'Entraide et Fraternité, « Les jeunes ici sont attirés par les taxis-motos ou les petits commerces le long des routes (vente de cartes téléphoniques, recharge de téléphones portables, etc.) car ils ont l'impression que c'est rémunérateur. Or, ce travail n'est pas rentable mais il permet

d'avoir une petite somme d'argent en poche chaque jour, contrairement à la vie d'agriculteur où il faut attendre quelques mois avant de récolter les bénéfices des cultures, en acceptant malgré cela d'aller chaque jour aux champs ».

On comprend alors que l'abandon progressif de l'agriculture paysanne de la part des jeunes n'est pas qu'une simple question d'intérêt ou non pour le travail agricole, mais relève en réalité d'une confrontation entre deux modèles culturels contradictoires. Celui de l'agriculture paysanne, qui propose une vision de l'économie intégrée à la vie des communautés et au service de celles-ci. Et d'autre part, la vision néolibérale de l'agriculture qui, au Nord comme au Sud, tend à supplanter les spécificités locales pour imposer une vision où l'activité agricole doit avant tout répondre aux exigences du marché économique globalisé.

► Pour une vision à long terme de l'agriculture paysanne: intégrer les jeunes, spécifiquement les filles et les enfants!

Afin de cultiver la singularité de l'agriculture paysanne et lui assurer un avenir, il est important d'intégrer les jeunes dans la dynamique agricole en leur donnant des responsabilités afin qu'ils s'intéressent et se sentent valorisés par le rôle de paysan.

« Je suis vraiment fier de suivre cette formation. Nous apprenons beaucoup de choses concrètes mais aussi, et surtout, à vivre ensemble, à mieux nous connaître les uns les autres. Après, je pourrai être à mon tour une lumière pour les autres et restituer tout ce que j'aurai appris à mes voisins sur ma colline ».

Patrick, 27 ans,
élève burundais en formation

La coopérative Colega de Colombia nous fournit un exemple de ce type. Ses membres sont des producteurs laitiers et la coopérative collecte et commercialise le lait. En parallèle, la coopérative anime deux groupes composés par des enfants des membres : les Coleguitas, de moins de 14 ans et les pre-Colegas, de 14 à 18 ans. Chaque Coleguita se voit confier un veau dont il/elle a la charge; la coopérative donne à l'enfant du lait comme provision pour le veau et la famille de cet enfant lui fournit le nécessaire pour élever le veau. A l'école, des cours sur les valeurs de coopération sont dispensés et la coopérative invite les Coleguitas aux événements qu'elle organise. Ainsi, dès le plus jeune âge, ces enfants cultivent le concept «éleveur - membre à venir». Les pre-Colegas, qui sont arrivés à s'occuper de leurs veaux et à assurer leur reproduction, reçoivent des bourses pour étudier et bénéficient des mêmes avantages que les autres membres parce qu'ils participent déjà aux processus de production, à l'instar de leurs parents.

Un autre exemple est celui proposé par le CAM (Centre Agro-pastoral de Mutwenzi), au Burundi. Dans un pays politiquement instable où les jeunes ont peu de perspectives d'avenir puisqu'ils n'ont souvent ni emploi, ni terre, la jeunesse accueille les formations en agro-élevage agroécologique du CAM avec enthousiasme. Les organisateurs nous expliquent qu'«il ne restait que 20 places disponibles pour la formation et

260 jeunes s'y sont inscrits!».

Alors que l'activité économique du Burundi dépend largement de l'agriculture, une forte volonté de s'y impliquer est perceptible au sein de la jeunesse. Toutefois, le CAM soulève le problème de l'insuffisante participation des jeunes filles aux formations. En effet, la durée et le régime horaire de celles-ci sont dissuasifs pour les filles.

Les formateurs expliquent: «Au départ, nos formations étaient de 3 mois à temps plein en internat car certains jeunes proviennent de régions éloignées de plus de 150 km du centre de formation. On a séquencé en deux fois 1 mois ½ car trop de jeunes étaient demandés dans leur foyer et dans leur champ. Surtout les filles. Les maris s'inquiètent: qui va s'occuper des enfants? Faire la cuisine? Ils ont peur qu'elles ne reviennent pas à la maison après la formation! Parmi celles qui peuvent participer, on retrouve des veuves, des femmes qui s'entendent bien avec leur mari, ou encore, des plus âgées et dont les enfants sont assez grands pour prendre soin du ménage». Afin d'augmenter la participation féminine, les organisateurs du CAM acceptent automatiquement les filles qui s'inscrivent, même si elles sont enceintes ou en période d'allaitement, et participent parfois aux frais de déplacement. Malgré cela, le taux moyen de participation est de 15% et n'a jamais dépassé les 30%.

Ces formations sont précieuses car elles permettent aux jeunes d'acquérir des savoir-faire modernes, des techniques nouvelles et agroécologiques. De cette manière, **les jeunes se démarquent de la vision traditionnelle de l'agriculture, développent une approche novatrice** et espèrent pouvoir faire partager leur savoir aux membres de leur communauté. Chaque année, les meilleurs lauréats sont récompensés par des prix (chèvres, vaches ou outils agricoles), tandis que toute la promotion bénéficie d'appui en conseils techniques et en approvisionnement de semences. Les



Elèves de la formation CAM au Burundi

jeunes formés à l'agro-élevage sont également encouragés à créer des groupements d'auto-promotion (GAP), aussi appelés organisation paysanne.

À la croisée entre les deux précédents témoignages, le CAB de la RDC, suggère que le regroupement en coopérative soit facilité pour les jeunes afin qu'ils puissent bénéficier d'un appui en semences, en outils agricoles, en bétail et qu'un suivi soit proposé par des associations locales. De plus, un terrain devrait être mis à disposition de ceux-ci afin qu'ils puissent développer leur activité indépendamment de leurs parents.



L'aspect attractif de la campagne doit également être développé: «Il faut mettre en place des activités culturelles, de loisirs, des centres sportifs dans le milieu rural pour susciter l'intérêt des jeunes à rester au village, surtout quand ils savent que les autres gagnent de l'argent tous les jours en ville». En continuité, une autre proposition est de développer des petites activités de revenus après le travail au champ. Ainsi, «quand ils quittent le champ vers midi-14h, ils ne restent pas sans rien faire le reste de la journée mais ils s'occupent et peuvent avoir un peu d'argent en poche». Cet aspect de générer des revenus est primordial pour susciter l'intérêt de la jeunesse. En effet, on remarque que les jeunes rêvent à des professions prestigieuses qui leur donnent accès à un statut social respectable, à des loisirs et aux biens de consom-

mation²¹. Dans cette optique, dynamiser les liens entre ville et campagne représente un nœud important de la vie dans les zones rurales. Néanmoins, ces aspirations de meilleure articulation ville/campagne se heurtent à des réalités contrastées, comme en RDC où les distances sont étendues et où la construction de routes ne figure pas parmi les priorités du gouvernement.

On remarquera que ces exemples du Sud rappellent une fois de plus des expériences qui existent également au Nord. La mutualisation d'outils agricoles et d'infrastructures, le regroupement des producteurs en coopératives, les initiatives favorisant l'accès à la terre, l'offre d'appui ou d'accompagnement, la valorisation et plus-value d'une pratique respectueuse de l'environnement voire agroécologique, sont autant de composantes de projets qui se développent actuellement en Belgique (pour n'en citer que quelques-uns: Agricover, la Ceinture aliment-terre liégeoise²², les Compagnons de la Terre, Terre-en-vue, le Début des haricots, etc.).

› Conclusion

Comme nous l'avons vu grâce aux témoignages et exemples issus d'horizons variés, soulever la question de la place de la jeunesse dans l'agriculture nous oblige à diversifier l'approche du travail de la terre, non pas seulement en termes agronomiques ou économiques, mais aussi comme une thématique *culturelle*.

Comment aborder l'enjeu de la transmission d'un patrimoine entre les générations? Comment assurer l'accès à la profession pour les filles de la même façon que pour les garçons? Comment transmettre les valeurs de l'agriculture paysanne dans un modèle culturel dominant qui en propose

²¹ Lwambo D., *op. cit.*

²² Voir l'analyse d'Alexandre Baguette à ce sujet: «Ceinture aliment-terre liégeoise exploration d'un réseau alternatif», juin 2015, disponible sur: <https://www.entraide.be/La-ceinture-aliment-terre-liegeoise-exploration-d-un-reseau-alternatif>

d'autres, plus séduisantes au premier abord (immédiateté vs. investissement, économie la rentabilité vs. économie de solidarité)? La présence de jeunes en milieu rural dépend aussi fortement du dynamisme de ce secteur et des liens qu'il entretient avec l'extérieur. Il s'agit de favoriser l'agriculture paysanne, mais aussi d'améliorer les voies de communication, de créer des infrastructures scolaires de qualité, des lieux d'expression culturelle et d'activités sportives permettant aux garçons et aux filles de ne pas limiter la vie en milieu rural au travail aux champs.

En proclamant l'année 2014 comme l'*Année internationale de l'agriculture familiale*, la FAO a rappelé que celle-ci n'est pas un mode de production désuet, non-productif ou relevant du passé²³. Pourtant, le manque de soutien à ces quelques deux milliards de producteurs familiaux à travers le monde est criant. Si des initiatives dynamiques et créatives sont à mettre en place dans l'agriculture au Nord et au Sud pour encourager les jeunes générations à s'y intéresser, encore faut-il opter pour des modèles agricoles écologiques et deman-

deurs de main d'œuvre afin d'assurer une réelle durabilité, tant au niveau environnemental qu'en termes d'emplois. De nombreuses expériences à travers le monde vont déjà dans ce sens. En effet, au Nord, de plus en plus de jeunes Non-Issus du Monde Agricole (appelés NIMAculteurs) se tournent vers l'agriculture qu'ils veulent pratiquer de façon écologique et à destination d'un circuit de vente locale. Quant aux jeunes du Sud, nombreux sont ceux qui souhaitent se former en techniques agroécologiques afin de restaurer la biodiversité tout en augmentant la production de leur terre, souvent jugée trop peu fertile.

Toutefois, les jeunes ne pourront assurer seuls le futur de l'agriculture familiale, le rôle de politiques publiques en faveur de ce modèle s'avère indispensable, de même qu'un soutien de la population. Car n'oublions pas que, à défaut de remplir les poches des investisseurs, l'agriculture familiale remplit les ventres en fournissant plus de 70% de la nourriture mondiale²⁴. Et on lui demande encore de faire ses preuves?

■ R.MV & H.C.



²³ «L'agriculture, une histoire de famille. Actions des organisations agricoles pour la défense de l'agriculture familiale», UAW-CSA, 2015.

²⁴ Idem.